



Port de plaisance de Gallician

400 Route des Etangs 30600 GALLICIAN
P. : 06 27 30 21 82 – T./F. : 04 66 73 34 50

Demande d'emplacement à l'année

1. Demandeur

Nom et Prénom : _____

Adresse : _____

Téléphone(s) : _____

Courriel : _____

2. Objet - Navire concerné

Devise : _____

Immatriculé à : _____ Sous le numéro : _____

Type du navire : _____

Année de construction : _____

Longueur réelle hors tout du navire (appendices fixes compris tels que : delphinrière, bossoirs plage avant ou arrière...) : _____

Largeur : _____ Tirant d'eau maximum : _____

Poids : _____ Type de moteur(s) *: hors bord / in bord

Carburant utilisé* : essence / gas oil / autre : préciser : _____

Présence de gaz à bord* : oui / non Capacité du réservoir de carburant : _____ Litres

Bateau équipé d'une cuve à **: Eaux noires / Eaux grises / Sani station individuelle / aucun équipement de stockage ou traitement d'eaux usées.

**Rayer les mentions inutiles - **Entourer les équipements installés à bord*

3. Suivi de la demande

La demande est établie pour l'année en cours. Elle n'est pas renouvelée automatiquement. Le demandeur devra impérativement, adresser un courrier ou mail à la capitainerie pour maintenir effective sa demande d'emplacement, chaque année, avant le 30 novembre, terme de rigueur.

A défaut, la demande sera caduque.

Toute modification (adresse, mail, téléphone...) devra être signalée pour faciliter les échanges.

Fait à : _____ **Le :** _____

Le demandeur (nom et prénom suivi de la signature)

TSVP

Pièces à joindre (à défaut la demande sera considérée comme nulle) :

- Photocopie de la carte d'identité du demandeur,
- Photocopie de l'acte de francisation ou de la carte de circulation ou certificat de l'union,
- Attestation d'assurance en cours de validité, mentionnant, entre autres, la garantie pour les frais de retirement – sauvetage avec le montant des garanties.
- Photo du bateau.

Les informations recueillies sur ce formulaire sont enregistrées dans un fichier informatisé par les agents portuaires agissant sous la responsabilité du responsable de traitement, le Président Monsieur André BRUNDU, tous deux domiciliés au siège de la Communauté de Communes de Petite Camargue, 145 avenue de la Condamine 30600 VAUVERT, et ce, afin d'assurer la gestion de l'occupation du plan d'eau portuaire (disponibilités, listes d'attente) et la gestion administrative des dossiers de plaisanciers (gestion des amarrages, assurances, facturation des prestations, taxe de séjour). La base légale du traitement est l'exécution d'un contrat.

Les données collectées seront communiquées aux seuls destinataires suivants : les agents portuaires, les agents du service Développement touristique et Mobilité, les agents du service comptabilité de la Communauté de communes de Petite Camargue, les agents de la trésorerie de Vauvert.

Les données sont conservées pendant dix ans, afin de permettre d'avoir toutes les preuves nécessaires de la bonne gestion des comptes publics en cas de contrôle de la chambre régionale des comptes.

Vous pouvez accéder aux données vous concernant, les rectifier, demander leur effacement ou exercer votre droit à la limitation du traitement de vos données en adressant un mail à notre Référent Informatique et Libertés (RIL) à l'adresse suivante : ril@cc-petitecamargue.fr

Vous pouvez retirer à tout moment votre consentement au traitement de vos données en adressant un mail à notre Référent Informatique et Libertés (RIL) à l'adresse suivante : ril@cc-petitecamargue.fr

Consultez le site cnil.fr pour plus de renseignements sur vos droits.

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données dans ce dispositif, vous pouvez contacter notre Référent Informatique et Libertés (RIL) à l'adresse suivante : ril@cc-petitecamargue.fr soit par voie postale à l'adresse suivante : Communauté de communes de Petite Camargue, Référent Informatique et Libertés 145 avenue de la Condamine 30600 VAUVERT ou encore par téléphone au 04.66.51.19.24.

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.